
POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET AGRICULTURE EN AMÉRIQUE LATINE

Vincent Ribier

Les différents programmes de politique économique mis en œuvre en Amérique Latine à partir du début des années 80 ont un certain nombre de points forts en commun, et ce malgré la diversité des contextes nationaux et des régimes politiques en place dans chacun des pays. Il est donc possible de parler, pour l'ensemble du continent latino-américain, d'une logique générale qui aura guidé la définition et l'exécution des politiques économiques au cours des années 80. Très peu de pays s'écartent de ce schéma. A titre de contre-exemple, on peut toutefois mentionner le Pérou, où une relance de type keynésien a été tentée en 1986/87.

Le propos de cet article est de présenter un aperçu des principaux effets de la mise en œuvre de cette politique économique dominante en Amérique Latine, notamment au niveau du secteur agricole.

Contexte général de l'économie des années 80

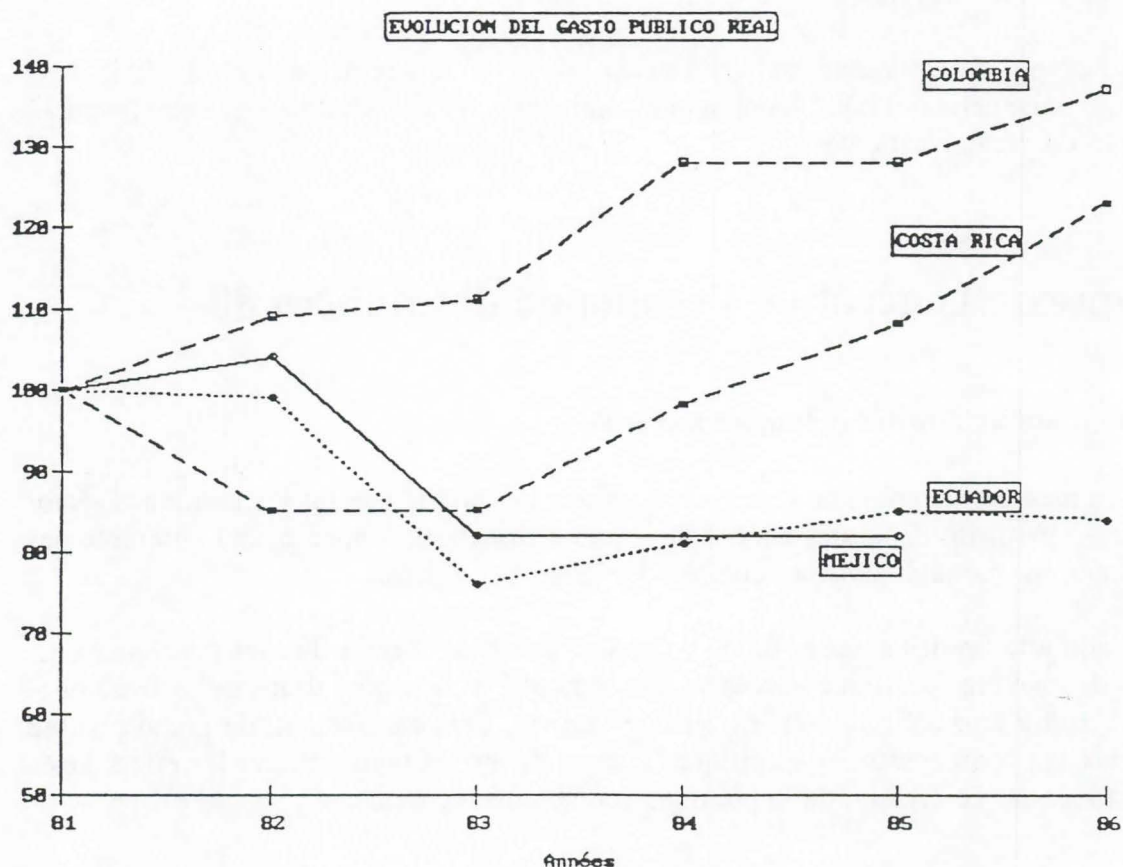
Perte d'autonomie des politiques sectorielles

Les mesures de politique macro-économique ont pris le pas sur les politiques sectorielles à partir du début des années 80. Cette affirmation, fondée pour l'ensemble des secteurs, est particulièrement vérifiée pour le secteur agricole.

Jusqu'à la fin des années 70, les politiques agricoles, c'est-à-dire les politiques dirigées de manière spécifique vers le secteur agricole, avaient joui d'une certaine autonomie quant à leur définition et leur mise en œuvre. Plus exactement, un grand nombre de mesures compensatrices spécifiques avaient été prises pour corriger les effets jugés négatifs, pour ce secteur, de la politique économique générale.

Depuis le début des années 80, cette situation a profondément changé. L'objectif prioritaire est maintenant de corriger les principales distorsions existant dans le système de prix relatifs et, ainsi, de favoriser non seulement une meilleure allocation des ressources, mais aussi une croissance orientée par le jeu du marché, en fonction des avantages comparatifs de chaque pays. Dans ce contexte, les politiques sectorielles ont perdu leur autonomie et ont été absorbées dans un schéma de politique macro-économique globale mettant en concurrence tous les secteurs et interdisant toute intervention protectionniste vis-à-vis d'un secteur particulier, ce qui serait la source de nouvelles distorsions.

Le plus souvent, les principales mesures touchant l'évolution du secteur agricole ont été prises sans concertation avec le Ministère de l'Agriculture. Il est caractéristique de noter que les phases de négociation avec les organismes internationaux sont le plus fréquemment menées par le Ministre de l'Economie et le Gouverneur de la Banque Centrale, parfois assistés du Ministre de la Planification. Le Ministre de l'Agriculture n'intervient qu'ultérieurement, pour régler des questions de détail.



Les grandes lignes de politique économique

Schématiquement, on peut distinguer deux phases successives dans les programmes économiques mis en œuvre à partir de 1982 : une première phase, appelée phase de stabilisation à court terme, dont le but était un retour aux équilibres interne (finances publiques) et externe (balance des paiements) ; une seconde phase, dite de réactivation de la croissance de moyen et long terme.

En fait, ces deux phases sont fortement complémentaires et il peut paraître artificiel de les séparer ainsi. Cette individualisation se justifie toutefois, dans la mesure où chaque phase a des échéances et des objectifs distincts : assainissement rapide de l'économie par compression de la demande dans le premier cas, réactivation de la croissance par le développement des exportations, de manière à compenser la chute de la demande interne, dans le second cas. Cette réactivation prend du temps (échéance de moyen-long terme) et nécessite des modifications profondes de la structure de l'économie nationale (ajustement structurel). De plus, on considère généralement que la réduction des déséquilibres est une condition nécessaire au succès de la phase de réactivation économique.

Phase de stabilisation

Dans la plupart des pays latino-américains, les déficits de la balance commerciale et des finances publiques se sont creusés fin des années 70, début des années 80, avec comme diagnostic communément admis un excès de demande interne qu'il fallait réduire.

Chaque pays s'est donc efforcé de réduire ses propres déficits en diminuant les dépenses publiques, en augmentant les recettes fiscales et en limitant les importations. Les conséquences sociales de ces mesures restrictives ont été d'autant plus marquées qu'elles ont été prises sans transition et de manière abrupte.

Les années 1982/83 ont vu la mise en place de processus de stabilisation dans plusieurs pays. Ainsi, le Mexique et l'Equateur ont réduit de manière drastique le budget de l'Etat en 1983, avec une baisse en termes réels de l'ordre de 22 à 23 % par rapport à l'année précédente. Depuis lors, les dépenses publiques n'ont jamais retrouvé leur niveau de 1982. Le même phénomène est observé en Bolivie avec deux ans de décalage. Les investissements ont été particulièrement touchés par ces restrictions budgétaires, plus que les dépenses courantes qui ont été maintenues à un niveau relativement constant. La chute des investissements publics a le plus souvent entraîné la chute des investissements privés. Dans ce contexte récessif, les salaires réels ont fortement chuté et leur niveau actuel est généralement très inférieur à celui du début de la décennie (cf. graphique n°1).

L'accroissement des recettes fiscales par augmentation des taux d'imposition, généralisation de l'assiette et meilleur recouvrement de l'impôt, a également contribué à réduire la demande interne.

Ces différentes mesures ont été accompagnées d'une limitation temporaire des importations par augmentation des droits de douane et restriction d'importation pour certains produits jugés non prioritaires.

Phase d'ajustement structurel

Deux grands axes de politique économique ont été adoptés par la plupart des Etats au cours de cette phase de réactivation de la croissance à moyen et long terme :

- forte stimulation des exportations par une politique systématique de dévaluation ;
- réduction de toutes les distorsions de prix relatifs pour favoriser une meilleure allocation des ressources.

Stimulation des exportations

La politique de change a été le principal instrument de développement des exportations : les différents gouvernements ont dévalué en termes réels, principalement à partir de 1983/84, de manière à améliorer la compétitivité de leurs exportations. Ainsi, le taux de change réel a crû de 50 à 100 % dans la majorité des pays latino-américains au cours des années 80¹. L'objectif actuel avoué est de maintenir le taux de change réel au niveau atteint par des mini dévaluations fréquentes qui compensent le différentiel d'inflation entre le pays et le reste du monde. Si cela s'avérait nécessaire, par exemple dans le cas d'une réduction du prix des importations par baisse des droits de douane, chaque gouvernement semble disposé à relever encore le taux de change réel, le but final étant la compétitivité des exportations.

Pour appuyer la politique de change, la plupart des pays ont cherché à stimuler le développement des exportations non traditionnelles par le biais d'incitations fiscales, comme les "CAT" (certificado de abono tributario) et de programmes de promotion financés généralement par les droits de douane perçus sur les importations. Les exportateurs se sont vus ainsi proposer toute une série d'avantages fiscaux, tels que des exemptions d'impôts sur les bénéfices des exportations non traditionnelles et sur les produits importés nécessaires à la fabrication des exportations, des permis d'importer sans accord préalable nécessaire et avec droits de douane réduits.

¹ Le taux de change réel a crû d'environ 50 % au Brésil, en Bolivie et au Guatemala, de 75 % au Mexique, en Costa Rica, en Colombie, en Equateur et au Paraguay, de 100 % au Venezuela, en Uruguay et au Chili, de plus de 200 % en Argentine.

Réduction des distorsions

Dans le but de favoriser le jeu du marché, les différents programmes d'ajustement structurel mis en œuvre dans chaque pays ont tous pris en compte une série de mesures relatives à la réduction, voire la suppression, des différentes subventions existantes, à la libéralisation des importations (réduction des droits de douane, suppression de certains permis préalables d'importation, c'est-à-dire des mesures allant à l'inverse de celles prises lors de la phase de stabilisation), mais aussi à la restructuration de certaines activités du secteur public pouvant aller jusqu'à leur privatisation partielle ou totale.

En ce qui concerne le secteur agricole, les mesures de libéralisation ont particulièrement touché la collecte et la commercialisation des cultures vivrières. Les organismes publics chargés de réguler le marché en assurant un prix minimum aux producteurs tout en contrôlant les prix à la consommation ont fortement réduit leurs interventions, et ce tant pour limiter les pertes d'une activité chroniquement déficitaire que pour réduire les distorsions favorisant artificiellement un secteur productif jugé trop peu compétitif. Ainsi, les volumes traités (achat et commercialisation des cultures vivrières) ont été fréquemment réduits dans des proportions importantes (cas de CONASUPO, organisme public mexicain, dont les achats de maïs sont passés de 5,5 à 2,3 millions de tonnes entre 1983 et 1986). De même, la plupart des subventions qui permettaient d'offrir au producteur un prix minimum garanti ont été supprimées. Une des conditionnalités formulée par la Banque Mondiale pour l'octroi de nouveaux prêts (SAL) au cours de ces dernières années a été une réduction en termes réels des prix de soutien, alors même que le prix réel des intrants augmentait.

Impact sur le secteur agricole

Formulation théorique

L'impact escompté *ex ante* des principales mesures économiques sur le secteur agricole varie selon la théorie économique à laquelle on se réfère. La théorie dominante est celle qui a prévalu lors de la mise en place des différents programmes d'ajustement. Elle est d'inspiration libérale. Dans ce cadre d'analyse, on considère généralement que les mesures économiques d'ajustement vont être bénéfiques pour le secteur agricole pris de manière agrégée. L'une des mesures les plus caractéristiques, la dévaluation, améliorerait les termes de l'échange interne agricole : en effet, une dévaluation provoque une hausse du prix relatif des biens commercialisables sur le marché international par rapport à ceux qui ne le sont pas. Or, l'agriculture est un secteur où la proportion de biens commercialisables est plus élevée que pour le reste de l'économie.

Par ailleurs, la suppression des principales distorsions ne peut que favoriser, à terme, l'activité agricole en général, une fois qu'auront disparu les quelques activités vraiment trop peu compétitives.

Toutefois, en considérant le secteur agricole de manière moins agrégée, un impact différentiel est reconnu entre biens agricoles exportables et biens agricoles importables : la hausse du prix relatif des biens exportables par rapport aux biens importables et la chute de la demande de ces derniers, provoquée par la réduction du revenu réel (restrictions budgétaires), avantagent l'agriculture d'exportation par rapport au reste de l'activité agricole.

L'analyse sur les distorsions de prix repose sur le support théorique de l'optimum de Pareto. L'hypothèse de base qui le sous-tend est que tous les agents ont systématiquement un comportement optimisateur, les producteurs cherchant à maximiser leur profit, les consommateurs cherchant à maximiser leur utilité. Dans ce contexte, un transfert automatique de ressources s'opérerait d'un secteur à un autre, dès que la rentabilité du premier deviendrait inférieure à celle du second.

Cette hypothèse tient difficilement pour le secteur agricole en Amérique Latine, étant donné la grande diversité des rationalités économiques existantes.

D'un point de vue pragmatique, quelles conséquences sur le secteur agricole peut-on prévoir *ex ante* ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de reprendre les grandes lignes de politique économique mises en œuvre et d'envisager pour chacune d'elles la nature de leur impact sur le secteur agricole.

Phase de stabilisation

Ex ante, on peut s'attendre à un résultat nettement négatif de la phase de stabilisation, du fait de son aspect récessif global sur l'économie nationale.

Les programmes de réduction drastique des dépenses visant à un retour à l'équilibre des finances publiques ont une répercussion directe sur le secteur. Il faut toutefois préciser que les restrictions budgétaires s'opèrent généralement de manière sélective vis-à-vis des secteurs ou sous-secteurs jugés non prioritaires. Les cultures d'exportation, prioritaires, sont ainsi beaucoup plus préservées des coupes budgétaires que les cultures destinées au marché national.

Il en est de même pour le crédit. L'effort d'assainissement des finances publiques se traduit souvent par une diminution du volume global de crédit public destiné au secteur agricole, ainsi que par une raréfaction des taux bonifiés.

La réduction de la demande interne globale implique une réduction de la demande interne alimentaire. Les produits agricoles pour le marché national sont une fois de plus les plus touchés. Toutefois, cette affirmation doit être nuancée : la demande de produits agricoles est moins élastique au revenu que la demande d'autres produits. Et quand on observe effectivement une baisse de la consommation alimentaire, les produits animaux sont plus touchés que les produits végétaux.

Phase d'ajustement structurel

Les politiques macro-économiques mises en œuvre au cours de cette phase ont un résultat global plus incertain sur le secteur agricole. Certaines mesures devraient avoir un impact plutôt positif, d'autres au contraire un impact plutôt négatif, le bilan dépendant de l'intensité relative de chacune de ces mesures et de l'existence éventuelle de mesures compensatoires visant à corriger les effets les plus négatifs.

Politique de change

Le but de cette politique est de dévaluer la monnaie en termes réels jusqu'à ce que les biens exportables soient compétitifs sur le marché international.

On peut s'attendre à certains effets positifs de cette politique :

- stimulation de la production agricole destinée à l'exportation ;
- production interne de substitution des importations agricoles renchéries par la dévaluation.

On peut s'attendre à des effets négatifs, liés à une inflation importée : élévation des coûts de production, du fait que la majorité des intrants sont importés et, en conséquence, accroissement du prix relatif des intrants par rapport au prix payé au producteur pour la plupart des produits agricoles de consommation interne.

On peut s'attendre également à une modification des termes de l'échange interne au secteur agricole : le prix relatif des produits d'exportation par rapport aux produits de consommation nationale tend à croître à la suite d'une dévaluation.

Réduction des distorsions

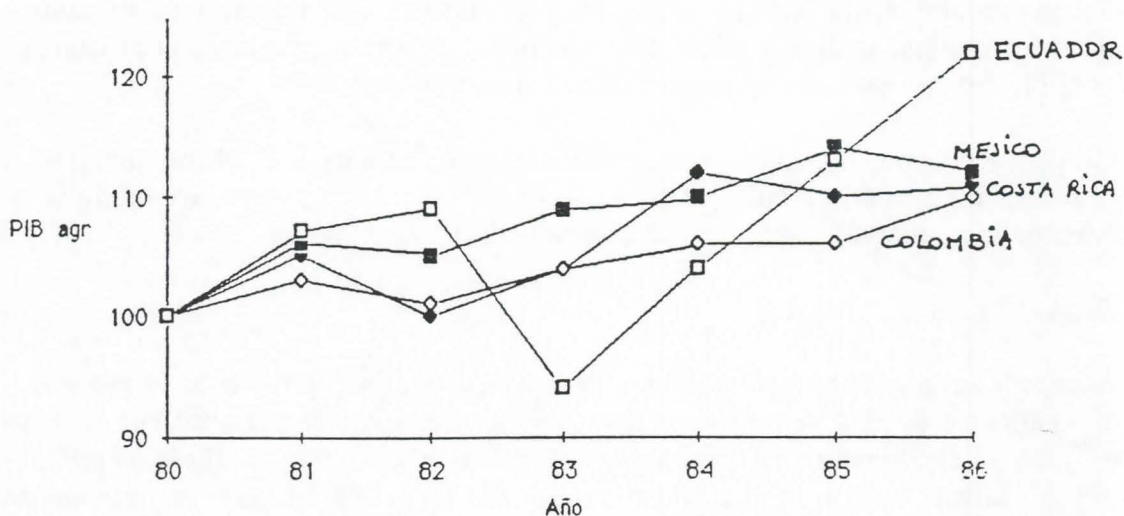
L'impact des mesures visant à réduire les principales distorsions existant dans l'économie nationale dépend bien évidemment de la nature et de l'importance des subventions qui vont être supprimées, ainsi que du type de produit concerné. Il n'y a donc pas de règle générale à ce sujet et c'est au cas par cas qu'il faut analyser la situation de chaque pays. Notons toutefois que, dans la majorité des cas, les subventions concernent en priorité les produits agricoles dits de base, c'est-à-dire le riz, le maïs et le haricot (frijol), étant donné l'importance stratégique qu'ils représentent en termes d'alimentation

de la fraction la plus pauvre de la population. Cette politique de subventions vise généralement à garantir aux producteurs un prix de soutien suffisant pour encourager une production alimentaire nationale (couverture des besoins de la population sans trop dépendre des importations) et, simultanément, à contrôler les prix alimentaires au consommateur pour qu'ils ne croissent pas plus rapidement que les salaires et, en particulier, plus que le salaire minimum.

Dans ce contexte, la politique de réduction des distorsions tend fréquemment à faire baisser la production nationale d'aliments de base, ce qui affecte le sous-secteur concerné par cette activité, c'est-à-dire fondamentalement le sous-secteur paysan.

En tout état de cause, s'il est impossible de prévoir *ex ante* avec exactitude l'impact global sur le secteur agricole des grandes lignes de politique macro-économique généralement mises en œuvre en Amérique Latine, deux idées force se dégagent :

- au vu de la nature des effets envisagés, tant positifs que négatifs, le bilan résultant est probablement dépressif pour le secteur agricole pris dans son ensemble ;
- ces politiques macro-économiques devraient provoquer un processus accéléré de différenciation au sein du secteur agricole, les sous-secteurs de production agricole orientée vers la consommation interne, notamment le sous-secteur paysan, étant fortement pénalisés par rapport aux sous-secteurs d'exportation.



Evolución del PIB agrícola

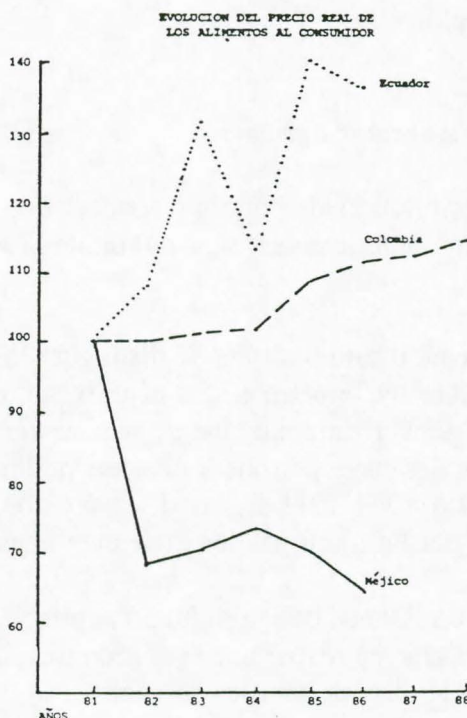
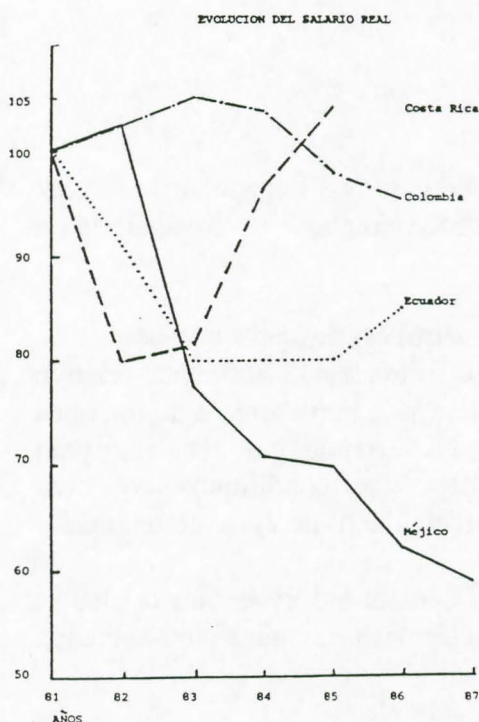
Le bilan observé

Au terme de six à sept ans d'ajustement macro-économique dans les différents pays d'Amérique Latine, le bilan général observé est très mitigé. Malgré les efforts de stabilisation, le retour aux équilibres, tant interne qu'externe, a été souvent temporaire et suivi de rechutes importantes. Sur le plan agricole, la croissance du PIB sectoriel a été le plus souvent lente, de l'ordre de 1 à 2 % en rythme annuel, c'est-à-dire inférieure à la croissance de la population, malgré le fort développement de certaines exportations agricoles non traditionnelles (cf. graphique n°2).

Impact social

Dans la mesure où il n'existe pas d'indicateur social universel permettant d'évaluer l'impact des programmes d'ajustement, il faut avoir recours à des indicateurs partiels qui considèrent l'évolution de certains secteurs sociaux spécifiques. Une hausse des prix aux producteurs favorise les secteurs ruraux concernés mais pénalise les salariés urbains.

Parmi les indicateurs de l'impact des programmes d'ajustement sur les secteurs urbains, le salaire réel moyen et le salaire réel minimum permettent de suivre l'évolution du pouvoir d'achat des salariés, en l'absence d'information précise sur le secteur informel. De plus, étant donné que les classes sociales urbaines les plus défavorisées consacrent la presque totalité de leurs revenus aux dépenses d'alimentation, l'évolution du prix relatif des produits alimentaires est également à prendre en compte.



D'une façon générale, les conditions de vie des travailleurs salariés se sont détériorées depuis la mise en place des programmes d'ajustement, bien qu'en des proportions très variables selon les pays. Les phases de stabilisation se sont souvent traduites par une chute drastique des salaires réels, qui a fréquemment atteint 25 à 30 % la première année, sans qu'ils reviennent par la suite à leurs niveaux précédents. Cette évolution s'explique par les restrictions budgétaires visant à réduire le déficit public, mais aussi par une politique salariale restrictive visant à compenser en partie l'inflation importée due à la politique de dévaluation (cf. graphique n°3).

A cela s'ajoute une croissance des prix des aliments généralement plus forte que l'inflation (IPC) qui a contribué également à la détérioration des conditions de vie des secteurs les plus pauvres. Il est en effet communément admis que dans un programme d'ajustement structurel classique, les produits agricoles, plus commercialisables que le reste des biens, voient leurs prix relatifs augmenter du fait des dévaluations. Les secteurs urbains pauvres, les paysans sans terre, ou avec trop peu de terre pour pouvoir assurer leur autosuffisance, sont les plus affectés par cette évolution.

D'autres éléments de bilan social, plus qualitatifs, proviennent d'enquêtes réalisées dans divers pays sur des thèmes spécifiques. Ainsi, une enquête faite au Mexique indique que le secteur urbain pauvre a réduit sa consommation alimentaire, à l'exception de la galette de maïs, avec notamment une baisse importante de la consommation de protéines animales. Les mêmes tendances sont constatées dans les pays du pacte andin, divers pays d'Amérique Centrale, au Brésil, en Argentine... D'une manière générale, les enquêtes indiquent une aggravation des inégalités et une augmentation du chômage et du sous-emploi.

Evolution du secteur agricole

L'une des mesures de politique économique ayant eu le plus d'impact sur le secteur agricole latino-américain est sans nul doute la politique systématique de dévaluation en termes réels.

A ce niveau, il est important de distinguer les pays pétroliers des pays non pétroliers, dans la mesure où le pétrole, quand il existe, diminue fortement l'importance relative que chaque gouvernement donne au secteur agricole. Ainsi, la part agricole du total des exportations des pays pétroliers dépasse rarement les 15 % tandis que cette part peut atteindre 70 à 80 % dans le cas des pays non pétroliers. Ceci conditionne largement l'intérêt qu'ont ou n'ont pas les différents pays à soutenir l'activité agricole nationale.

La lente croissance de la production agricole, généralement observée dans la plupart des pays, masque en réalité une évolution très différenciée des principaux sous-secteurs. Les grandes tendances sont les suivantes :

- croissance lente mais régulière de la production animale ;

— augmentation de la production agricole technisée ayant recours à de la main-d'œuvre salariée, comme par exemple le riz, le soja et le sorgho, particulièrement dans les pays où les salaires réels ont chuté à la suite du processus de stabilisation ;

— à moindre échelle, développement de certaines productions agricoles non traditionnelles destinées à l'exportation, comme la crevette en Equateur, certains fruits et fleurs, tomate et autres légumes, etc. ;

— stagnation des cultures traditionnelles d'exportation (café, cacao, banane). Les effets positifs des hausses du taux de change réel semblent avoir été annulés par un contexte international nettement récessif. De plus, l'élasticité-prix des exportations de ces produits doit être faible, du fait du système de quotas en vigueur sur les marchés mondiaux ;

— baisse tendancielle de la production des cultures vivrières, en particulier de maïs et de haricot (frijol), qui s'est traduite par une augmentation des importations alimentaires pour compenser le déficit productif national. Notons toutefois pour la plupart des pays l'absence d'une politique continue et régulière en matière de cultures vivrières (soutiens conjoncturels à la production introduits une année, supprimés l'année suivante), même si la tendance de long terme est à la suppression de toute incitation productive qui pourrait fausser le jeu du marché.

D'une façon générale, la différenciation du secteur agricole observée dans chaque pays est la conséquence directe d'un changement de politique dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Ce changement est clairement énoncé dans les orientations de politique agricole des différents gouvernements : développement d'une agriculture moderne à l'aide d'exploitations de taille moyenne et grande, abandon relatif des programmes de réforme agraire et de développement rural intégral qui avaient constitué les axes directeurs de la fin des années 70.

Discussion et commentaires

Aspects méthodologiques

Le débat sur les conséquences des politiques macro-économiques globales sur le secteur agricole est délicat, dans la mesure où les outils scientifiques d'analyse font défaut.

La plupart des travaux sur la question sont d'ordre qualitatif : ils confrontent, pour un pays donné, l'information existant sur les politiques économiques mises en œuvre et l'évolution du secteur agricole comme méthode pour la détermination des caractéristiques principales de l'impact de ces politiques sur le secteur considéré. Il est bien évidemment impossible d'isoler une mesure de l'ensemble du programme économique pour tenter d'en évaluer l'effet spécifique, de même qu'il est impossible d'isoler le programme économique global de l'environnement national et international.

Les tentatives visant à quantifier l'impact des politiques économiques sur le secteur agricole sont jusqu'à présent peu nombreuses et, il faut bien le dire, pas toujours couronnées de succès.

Certains auteurs ont étudié le type de corrélations existant entre diverses variables prises deux à deux, la première correspondant à une mesure de politique économique, la seconde au secteur agricole. Si les tendances de long terme des deux variables sont similaires, ainsi que les oscillations autour du trend, l'étude conclut à une forte relation et à un impact structurel de la première sur la seconde. Le principal problème méthodologique vient du fait qu'une corrélation n'est pas une causalité et que les conclusions en terme d'impact sont abusives.

La modélisation macro-économétrique est une autre approche visant à quantifier l'impact des politiques économiques. Après avoir établi des équations de comportement de la production agricole satisfaisantes, il est possible de simuler des chocs de politique économique (tels qu'une dévaluation de 25 % ou une réduction de 10 % des dépenses publiques) et évaluer ainsi leur impact sur les principales variables endogènes modélisées. La difficulté majeure de cet exercice est l'obtention de bonnes équations de comportement de la production agricole.

Les différentes approches évoquées ne sont pas exclusives, mais plutôt complémentaires. Les résultats de simulation économétrique peuvent appuyer une analyse plus qualitative sur le sens et l'intensité des effets induits par telle ou telle mesure économique. A l'inverse, une étude complémentaire plus fine prenant en compte les rationalités socio-économiques est le plus souvent nécessaire pour comprendre la dynamique des évolutions du secteur agricole, notamment les processus de différenciation interne et les modifications de comportement.

Eléments de réflexion

Dans tous les pays latino-américains, une grande priorité est donnée au développement des exportations en tant que moteur de la croissance à moyen et long terme ; elles doivent compenser, au niveau du PIB, la réduction de la demande interne provoquée par les politiques récessives de stabilisation. Cependant, les résultats obtenus sont loin d'être ceux escomptés. Divers éléments d'analyse peuvent être avancés.

En premier lieu, la politique de change a eu des conséquences négatives sur certains aspects :

- la plupart des biens d'équipement et de consommation intermédiaire sont importés. Malgré l'augmentation de leur valeur comme conséquence directe de la dévaluation, ces biens continuent d'être importés à un coût plus élevé, aggravant par là-même le déficit commercial ;

- la hausse du prix relatif des intrants favorise les mécanismes inflationnistes. Pour

contenir les prix et éviter de perdre des bénéfices de la dévaluation, les différents gouvernements ont souvent eu recours à une politique salariale restrictive qui a contribué à la chute des salaires réels.

En second lieu, les exportations agricoles traditionnelles (café, cacao, banane), qui constituent encore la majorité des exportations des pays latino-américains non pétroliers, présentent certaines caractéristiques :

- les échanges internationaux de ces produits étant soumis à des quotas, la variation du taux de change n'a, en général, que peu d'impact sur les volumes exportés ;
- la forte fluctuation des cours mondiaux de ces produits provoque une instabilité chronique de la balance commerciale, mais aussi, bien que dans un degré moindre, des finances publiques.

En troisième lieu, la croissance de moyen et long terme a été durablement affectée par la chute des investissements liée aux restrictions budgétaires du processus de stabilisation. Les dépenses d'investissement public ont fortement baissé en 1982/83 dans la plupart des pays et ne sont pas revenues depuis à leur niveau du début de la décennie. Or, des études économétriques semblent identifier, pour divers pays, un effet d'entraînement de l'investissement public sur l'investissement privé et une réaction directe de ce dernier aux variations de l'investissement public. On constate de façon empirique que, dans plusieurs pays, la chute des investissements publics s'est accompagnée d'une chute encore plus importante des investissements privés.

Répercussion d'une hausse des taux d'intérêts américains sur l'économie mondiale

% de croissance	1989	1990	1991	1992	1993	1994
PNB mondial	- 0,3	- 0,9	- 1,5	- 2,1	- 2,4	- 2,6
• Etats-Unis	- 0,5	- 1,2	- 1,9	- 2,3	- 2,7	- 2,6
• Japon	0,0	- 0,1	- 0,4	- 0,9	- 1,5	- 2,2
• CEE	0,0	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,1
• Canada	0,0	- 0,7	- 1,4	- 1,9	- 2,2	- 2,4
• Amérique Latine	- 2,9	- 6,9	-10,6	-13,1	-13,6	-12,1

Note : Estimation réalisée à l'aide du modèle mondial de Nikkei

Enfin, les politiques macro-économiques des pays industrialisés ont un impact prépondérant sur le développement des économies latino-américaines. Une simulation réalisée à partir du modèle économétrique japonais Nikkeï souligne l'énorme impact d'une mesure de politique interne des Etats-Unis sur l'Amérique Latine : selon ce modèle, une hausse du taux d'intérêt nord-américain aurait un effet récessif sur le PIB beaucoup plus important en Amérique Latine qu'aux Etats-Unis eux-mêmes. La politique globalement restrictive des pays industrialisés au cours de ces dernières années n'a donc pas favorisé le succès des programmes d'ajustement en Amérique Latine.